LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE : MOTEUR D'UNE REPRISE ÉCONOMIQUE RÉUSSIE ET ÉQUILIBRÉE

Article par : Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec

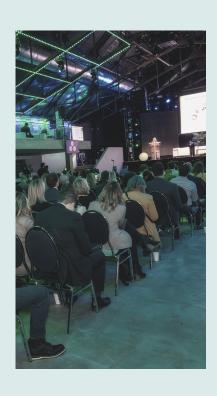
Le 9 mars dernier, le Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec (RJCCQ) organisait son sixième Forum économique de la relève d'affaires (FERA). La thématique : la transition énergétique. Quelques jours plus tard, l'état d'urgence était décrété, les écoles et commerces fermaient leur portes. La COVID-19, qui était en janvier un virus qui ne semblait qu'affecter l'Asie, était maintenant la cause d'une pandémie mondiale, déclarée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) quelques jours plus tard. Le Québec, le Canada et le monde étaient plongés dans l'une des plus grandes crises sanitaires de l'Histoire.

Nous étions loin de réaliser l'ampleur de la crise qui nous attendait, mais également la pertinence renouvelée de la transition énergétique en vue de la relance économique.

La crise et la relance économique créent un momentum unique pour agir sur les inégalités et les enjeux révélés durant la pandémie.

En suivant les 3 axes de recommandations découlant du <u>livre blanc FERA 2020</u>, voici comment le RJCCQ entrevoit la relance économique d'un point de vue écologique.

FERA 2020



LE RÔLE DU GOUVERNEMENT DANS LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Le rôle des gouvernements dans la transition énergétique post-COVID-19 sera d'accompagner et de créer des régulations permettant d'entamer concrètement un mouvement vers une économie davantage axée les vers secteurs verts et les énergies renouvelables.

"De telles mesures sont définitivement un moteur de changement vers une économie plus verte."



La principale recommandation du RJCCQ avant le début de la crise était de pousser les gouvernements à s'engager à augmenter progressivement la taxe carbone implantée en 2018 audelà du 50 \$ par tonne de GES d'ici 2022, pour que celle-ci atteigne 210 \$CAN par tonne de GES d'ici 2030, tel que recommandé par la Commission de l'écofiscalité du Canada.

Une augmentation qui peut sembler difficile à faire valoir d'un point de vue politique. spécialement dans un contexte οù les entreprises sont fragilisées et les consommateurs moins riches. Cependant, de telles mesures sont définitivement un moteur de changement vers une économie plus verte. Qui plus est, les fonds amassés par la taxe carbone permettront une relance économique axée vers transition énergétique : création d'emplois dans des secteurs verts, appui innovations écologiques démocratisation des solutions vertes pour les particuliers.

LE SOUTIEN À L'ENTREPRENEURIAT ET L'INNOVATION POUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Les entreprises, particulièrement les PME, sont dans une position difficile depuis le début de la crise. Des mesures commes le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (prêt de 40 000\$) ou encore la subvention salariale de 75% démontrent la volonté du gouvernement à garder les commerces vivants. Quelles seront les mesures les différents prises par paliers gouvernementaux pour soutenir encore davantage les entreprises l'innovation, pour ainsi enclencher la relance économique?



Le RJCCQ recommande d'accentuer l'assistance aux innovations vertes et à l'entrepreneuriat dans les secteurs visés par la transition énergétique. Encourager l'entrepreneuriat sera important en relance économique; encourager la création d'entreprises vertes ou favorisant une économie circulaire le sera encore davantage.

Le rapport de la Chaire de gestion du secteur de l'énergie de HEC Montréal identifie trois secteurs clés comme étant les majeurs responsables des émissions de GES au Québec, soit : les transports, les bâtiments et l'industrie (incluant le domaine agricole)[1]. Ce sont dans ces secteurs qu'il faudra encourager le plus l'innovation, notamment en favorisant :

- L'électrification des transports et les transports en commun
- L'efficacité énergétique dans les bâtiments
- Le recours aux énergies renouvelables par les grandes entreprises, ainsi qu'une réduction de leurs pertes énergétiques

Il serait également pertinent de profiter de la relance économique pour organiser de nouvelles initiatives faisant rayonner les acteurs de la transition énergétique. Des missions commerciales ayant pour thème les énergies renouvelables; des

thème les énergies renouvelables; des défis centrés sur la relance pour les jeunes pousses dans le secteur numérique; des événements encourageant l'économie circulaire... Les opportunités sont multiples pour les autorités publiques et les acteurs des sphères privées.

COMMENT ASSURER UNE REPRISE ÉCONOMIQUE EN FAVORISANT UNE TRANSITION JUSTE

La crise de la COVID-19 a amplifié des inégalités déjà bien ancrées. Pensons notamment à la situation à Montréal-Nord ou dans Montréal-Est, qui sont reconnus comme les quartiers les plus pauvres de la ville de Montréal : ce sont ces quartiers qui sont le plus touchés par la pandémie[2].

C'est pourquoi la relance économique doit être effectuée de façon juste et équitable, en prenant en compte les inégalités économiques et les enjeux des populations plus vulnérables - les autochtones, les demandeurs d'asile, les personnes issues de la diversité ou les personnes à bas revenus, qui sont touchées davantage par une situation économique instable au pays.

D'ailleurs, plus de 200 entreprises dont le RJCCQ ont signé la déclaration pour une Relance Juste[3], visant une reprise économique façonnant une société équilibrée et égalitaire en 6 principes (renforcer le filet social; donner priorité à la santé et au bien-être de la population; travailler en partenariat avec les peuples autochtones; donner priorité aux travailleurs; renforcer la solidarité et l'équité entre les générations et les communautés: renforcer la résilience pour prévenir de futures crises).

Certaines des recommandations émises par le RJCCQ pour une transition énergétique juste sont d'autant plus d'actualité dans un contexte de relance économique post-COVID-19 :

- Encourager une économie circulaire : il est probable que la production de masse soit un peu moins effrénée dans la poste-crise et l'économie circulaire permet de donner une nouvelle vie à des produits ou éléments;
- Prendre des mesures contre l'obsolescence programmée : la crise de la COVID-19
 valorisera probablement un mode de consommation moins effréné, qui nécessitera des items durables et réutilisables;
- Encourager le milieu de la finance à faire la promotion des investissements verts;
- Valoriser et créer des emplois verts, notamment en impliquant des réseaux comme le RJCCQ pour la formation des travailleurs;
- Soutenir et faire rayonner les initiatives carboneutres ou autosuffisantes, tels que la Coop Agri-Énergie de Warwick, la Ville de Raymond (ville d'Alberta à consommation énergétique nulle).

Il est important de noter que la transition énergétique n'est pas seulement un enjeu environnemental et écologique. La transition énergétique représente l'ensemble des méthodes employées afin de modifier les habitudes de consommation et de production de l'énergie. Cette transition implique donc tous les pans de la société et est nécessaire dans l'économie post-COVID-19.

François Legault l'a déclaré en février : « l'année 2020 sera celle de l'environnement »[4]. L'année 2020 sera certainement une année d'adaptation, de reconstruction et d'innovation. Il sera important que l'environnement fasse partie intégrante de la relance, alors que tous les yeux sont tournés vers les gouvernements. Le message envoyé à la population n'en sera que plus fort.

"L'année 2020 sera certainement une année d'adaptation, de reconstruction et d'innovation."



SOURCES

[1] https://energie.hec.ca/wp-content/uploads/2020/03/EEQ2020_WEB.pdf

[3] https://lactualite.com/actualites/plus-de-200-organisations-signent-une-declaration-pour-une-relance-juste/

[4]https://www.ledevoir.com/politique/quebec/572044/legault-ecolo